

Strasbourg, le 1er mars 2013

Réponse à la 2^{ème} consultation publique de la CRE sur l'ATRD 4 des ELD

Réseau GDS est favorable à l'application d'objectifs de productivité sur ces charges nettes d'exploitation. Il est toutefois important que les taux fixés par la CRE à Réseau GDS soient réalistes et atteignables.

Il faut en effet rappeler que les objectifs de productivité assignés au titre de l'ATRD 3 ont été trop ambitieux et n'ont pas pu être atteints par une majorité d'ELD dont Réseau GDS. Une productivité annuelle de +0,82% sur les OPEX avait ainsi été demandée par la CRE représentant ainsi une diminution des charges nettes d'exploitation sur la période tarifaire de - 3,8%.

Avec la vente de notre filiale de commercialisation Enerest au Groupe ES au 1^{er} avril 2012, Réseau GDS se distingue dès lors par sa spécificité de GRD mono-énergie n'exerçant plus que l'activité de distribution. En conséquence, la perte du contrat de prestations de services par Réseau GDS à Enerest à compter du 1^{er} octobre 2012, représente une augmentation, à périmètre équivalent, de nos OPEX nettes de l'ordre de 1,3 M€/an.

Une analyse des différentes options permettant à moyen terme de résorber ce coût additionnel a été menée. Plusieurs décisions ont d'ores et déjà été actées quant au non-remplacement d'agents partant en inactivité. Par ailleurs, plusieurs projets de diversification sont à l'étude en vue de compenser, au moins en partie, « l'activité perdue ».

Toutefois, en matière de diversification qui nécessite un minimum de moyens et de réorganisation, nous n'avons que peu de visibilité et les gains de productivité attendus ne seront effectifs qu'à moyen-terme.

Dans ce contexte, définir un objectif de productivité de 2 700 K€ (dont 200 K€ dès la première année) correspondant à une baisse de nos OPEX nettes de plus de 10% sur la période tarifaire ATRD 4, alors que de gros efforts de productivité ont déjà été intégrés dans notre business plan, ne permettra pas de couvrir l'ensemble des charges d'exploitation de Réseau GDS, notamment les dépenses de sécurité et les charges de personnel.

De plus, de par notre structure tarifaire dans laquelle les OPEX ajustés représentent (hors apurement du CRCP) environ 48% de notre revenu autorisé dont plus de 80% sont des charges de personnel, il apparaît très difficile de réaliser la totalité des gains de productivité demandés par la CRE. En effet, l'hypothèse de ne remplacer aucun départ à la retraite, ce qui en soit n'est qu'une vision purement théorique, ne permettrait pas d'atteindre les gains de productivité demandés et, surtout, remettrait en cause la viabilité de l'organisation de l'entreprise et sa capacité à assurer sa mission de service public.

En conséquence, nous demandons la détermination par la CRE d'efforts de productivité qui soient plus réalistes, progressifs et surtout atteignables.

Nous tenons également à rappeler qu'un certain nombre de coûts réellement supportés par Réseau GDS n'ont pas, ou que partiellement, été pris en compte dans les charges reconnues :

- ✓ Redevance versée à la Ville de Strasbourg : 1,2 M€/an. Cette dépense est pourtant bien une charge incontournable pour Réseau GDS,
- ✓ Aides au développement : seul un montant correspondant à 3% des OPEX nettes est couvert par le tarif, alors que notre trajectoire a été définie avec un niveau d'aides supérieures permettant ainsi de maintenir un nombre de clients stables et de contenir la baisse des quantités acheminées,
- ✓ Charges de personnel : en moyennant les charges de personnel sur la période tarifaire et en limitant les périodes de recouvrement admises lors du remplacement d'un agent, la CRE ne permet pas d'assurer le transfert de compétences nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et des biens et remet également en cause le principe même des Comptes Epargne Temps mis en place chez Réseau GDS comme dans la plupart des autres entreprises.

Enfin, nous maintenons notre demande d'être associé pleinement aux travaux préparatoires de l'ATRD 5 de GrDF et souhaitons que les études concernant le cadre de régulation puissent être menées en concertation avec tous les GRD et pas seulement avec le plus important d'entre eux. Cette concertation permettra à Réseau GDS ainsi qu'aux autres ELD, de ne pas se voir imposer des dispositions dont les impacts peuvent être lourds de conséquences pour des structures de plus petites tailles (par ex. la baisse du taux de rémunération de 75 points de base, indicateurs sur la régulation incitative des investissements, système d'information, ...).